

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2014

CHAPITRE 19

**MINISTERE DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE L'INNOVATION**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	11
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014	12
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	13
2.1.	PROGRAMME 256: RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT AGRICOLES	14
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	15
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	15
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	16
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	17
2.2.	PROGRAMME 257: RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE, GEOLOGIQUE ET MINIER	24
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	25
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	25
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	27
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	30
2.3.	PROGRAMME 258: RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL	37
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	38
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	38
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	39
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	41
2.4.	PROGRAMME 259: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET INNOVATION	49
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	50

2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	50
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	51
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	52
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	56
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	57
3.2.	LEÇONS APPRISES	57
3.3.	PERSPECTIVES	57

NOTE EXPLICATIVE

En 2007 le Cameroun effectue une avancée indéniable dans la modernité à travers l'adoption le 27 décembre, de la loi portant Régime Financier de l'Etat. Cette « Constitution financière » introduit dans l'administration la gestion axée sur les résultats à travers le budget programme. En prélude au basculement dans ce nouveau mode gestion le 1^{er} janvier 2013, la documentation budgétaire accompagnant le projet de loi de finance s'enrichie du Projet de Performance des Administrations (PPA). Ce document élaboré par chaque département ministériel ou institution, présente les programmes avec des objectifs assortis d'indicateurs de performance.

Par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi de 2007, « le projet de loi de règlement est accompagné des rapports annuels de performance des administrations rédigés par les ordonnateurs principaux » et qui rendent compte de la performance projetée dans les PPA. Ainsi, en 2014, les premières évaluations de l'exécution du budget par programme ont eu lieu à travers la production par tous les départements ministériels des rapports annuels de performance de l'exercice 2013.

A cet effet, les pouvoirs politiques dans leur ensemble ont pu apprécier la mise en œuvre des programmes dans les départements ministériels. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême à travers son avis sur le projet de loi de règlement et le parlement pendant l'examen de la loi de règlement pendant la session budgétaire.

En cette deuxième année d'élaboration des Rapports annuels de performance où l'exercice a été étendu aux institutions, l'accent est mis sur l'amélioration qualitative du document notamment au niveau du renseignement de la performance technique des administrations, dans le respect de ses trois parties :

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2014;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2014 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Il existe une convergence d'objectifs entre les missions assignées au Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) et certains points d'ancrage du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Ces objectifs portent sur les points suivants :

Ø la modernisation de l'appareil de production. Il s'agit de :

- Rendre accessibles et disponibles les facteurs de production, notamment les intrants agricoles ;
- Promouvoir l'accès aux innovations technologiques à travers notamment le renforcement de la liaison recherche/vulgarisation ;
- Développer la compétitivité des filières.

Ø la poursuite des objectifs visant à favoriser et à encourager la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales, en améliorant la connaissance des investisseurs privés nationaux et étrangers sur le potentiel géologique et minier du pays, et en mettant à leur disposition des cartes et données géologiques fiables.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Il existe une convergence d'objectifs entre les missions assignées au Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) et certains points d'ancrage du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Ces objectifs portent sur les points suivants :

La modernisation de l'appareil de production. Il s'agit de :

- Rendre accessibles et disponibles les facteurs de production, notamment les intrants agricoles ;
- Promouvoir l'accès aux innovations technologiques à travers notamment le renforcement de la liaison recherche/vulgarisation ;
- Développer la compétitivité des filières.

La poursuite des objectifs visant à favoriser et à encourager la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales, en améliorant la connaissance des investisseurs privés nationaux et étrangers sur le potentiel géologique et minier du pays, et en mettant à leur disposition des cartes et données géologiques fiables.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Les missions du MINRESI sont définies dans le Décret N° 2012/383 du 14 septembre 2012 qui l'organise.

Dans ce cadre, le MINRESI est chargé :

- De l'animation, de la coordination et du contrôle des activités de recherche scientifique sur toute l'étendue du territoire, en vue de la promotion du développement économique, social et culturel ;
- De la valorisation, de la vulgarisation et de l'exploitation des résultats de la recherche, en liaison permanente avec tous les opérateurs des secteurs de l'économie nationale et avec les départements ministériels et organismes intéressés ;
- De la coopération internationale en matière de recherche scientifique et de l'innovation en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures, le Ministère de l'Enseignement Supérieure et les Administrations concernées ;
- De la veille technologique en liaison avec les Administrations concernées ;
- Du suivi de la recherche dans le domaine des pharmacopées traditionnelles, en liaison avec le Ministère de la Santé Publique et les Départements Ministériels concernés.

Pour accomplir ses missions, le MINRESI dispose, outre une administration centrale et des services déconcentrés, des structures opérationnelles placées sous sa tutelle. Il s'agit de :

L'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)

Créé par Décret N° 96/05 du 12 mars 1996, puis réorganisé par le Décret N° 2002/23 du 6 septembre 2002, l'IRAD a pour mandat d'assurer la conduite des activités de Recherche visant la promotion du développement agricole, dans les domaines des productions végétales, animales, halieutiques, forestières et dans le domaine de l'environnement, ainsi que des technologies alimentaires et agro-industrielles.

L'Institut National de Cartographie (INC).

Créé par Décret N° 92/049 du 24 Mars 1992 et réorganisé par Décret N° 2003/162 du 27 Juin 2003, l'INC a pour missions d'exécuter les travaux relatifs à la cartographie (géodésie, photogrammétrie, topographie, rédaction cartographique, etc.) et à la télédétection, de délimiter les frontières internationales et des unités administratives, et de conduire la recherche géographique.

L'Agence Nationale de Radioprotection (ANRP).

Créée par Décret N° 2002/250 du 31 octobre 2002, l'Agence Nationale de Radioprotection (ANRP) est un établissement public administratif qui a pour objet d'assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les effets de rayonnements ionisants.

L'Institut de Recherches Médicales et d'Etude de Plantes Médicinales (IMPM).

Créé par Décret N° 79/495 du 04 décembre 1979 et réorganisé par le Décret N°93/215 04août

1993, l'IMPM a pour mission d'élaborer et d'exécuter des programmes de recherche fondamentale et appliquée, ainsi que d'assurer le développement de la recherche, dans toutes les disciplines médicales en vue de l'amélioration des conditions de santé, par une meilleure connaissance des aspects pathologiques, thérapeutiques, préventifs et nutritionnels des populations.

L'Institut de Recherches Géologiques et Minières (IRGM).

Créé par Décret N° 79/495 du 04 décembre 1979, l'IRGM a pour mission d'élaborer des programmes et de réaliser des recherches en vue d'une meilleure maîtrise des données géologiques, hydrologiques, énergétiques et minières du pays.

La Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO).

Créée par Décret N° 90/1353 du 18 Septembre 1990, la MIPROMALO a pour mission de valoriser l'emploi des matériaux fabriqués localement en vue de réduire les coûts de réalisation des équipements nationaux.

Le Centre National d'Education (CNE).

Issu de la transformation de l'Institut National d'Education (INE) en 1976, le Centre National d'Education (CNE) a pour vocation de répondre aux besoins de l'amélioration permanente du système éducatif camerounais. Il se veut un outil stratégique de réflexion prospective, de recherche et de coordination des politiques éducationnelles du pays.

Le Comité National de Développement des Technologies (CNDT).

Créé par Décret N° 78/109 du 1er Avril 1978, modifié et complété par le Décret N° 82/126 du 18 Mars 1982. Le CNDT est un organisme de coordination, de réflexion et d'information en matière de transfert et de développement des technologies.

A ces structures, il faut ajouter les organismes de recherche partenaires et en coopération que sont le Centre International de Coopération en Recherche Agricole pour le Développement (CIRAD), la Société Internationale de Linguistique (SIL), le Centre Internationale Africain de Recherche sur Bananier Plantain (CARBAP), l'Institut Internationale de Recherche en Agriculture Tropicale (IITA), le Centre International de Recherche en Agroforesterie (ICRAF), l'institut de Recherche pour le Développement (IRD), l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), et l'AVRDC (Asia Vegetable Research Development Center), etc.

Le budget pour l'exercice 2014 du MINRESI a été mis en œuvre dans un contexte marqué par plusieurs évènements : l'entrée en vigueur du Décret N° 2012/383 du 14 septembre 2012 portant organisation du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et l'entrée en vigueur du budget programme à travers la Loi de finances 2014. Le MINRESI s'est vu assigné deux missions supplémentaires à savoir :

- la veille technologique en liaison avec les Administrations concernées ;
- le suivi de la recherche dans le domaine des pharmacopées traditionnelles, en liaison avec le Ministère de la Santé Publique et les Départements Ministériels concernés.

Pour La Loi de finances 2014 : Comme pour l'exercice 2013 consacrant le tout premier budget programme, le MINRESI a élaboré un budget bâti autour de quatre (04) programmes avec des perspectives pour chacun d'eux, à savoir :

- **Programme 1 : Recherche et développement agricole** : Au niveau de la recherche agricole, il a été question de: renforcer les activités de recherche visant en général l'augmentation de la production agricole et la diversification des productions d'importance économique ; évaluer les risques de vulnérabilité et mesures d'adaptation liées aux changements climatiques ; transformer et conserver les produits agricoles et agro-alimentaires. A cet effet, l'IRAD a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique 2013-2018, qui consiste en la conduite de vingt-huit projets de recherche dans les domaines suivants :
 - Cultures annuelles ;
 - Cultures pérennes ;
 - Forêt et environnement ;
 - Système de production économie et sociologies rurales ;
 - Production animales et halieutiques ;
 - Conservation et gestion des ressources génétiques.

Dans ce cadre, un appui significatif est octroyé à l'IRAD, à travers notamment:

- les fonds FODECC pour les semences de pré-base de caféiers et de cacaoyers ;
- les fonds issus du Contrat Désendettement/Développement (C2D) pour l'économie de la recherche ;
- les fonds de recherche sur base compétitive pour une approche de financement de la recherche privée et pour la valorisation des résultats de la recherche auprès des producteurs.

De même, les Centres Régionaux de Recherche et de l'Innovation (CRRI) ont poursuivi la mise en œuvre des activités visant à intensifier les actions de valorisation et de vulgarisation des résultats de la recherche. Ceci consiste pour l'essentiel en la diffusion des paquets technologiques et l'assistance des utilisateurs des résultats de la recherche (GIC, OPA et autres).

- **Programme 2 : Recherche et développement technologique, géologique et minier**
L'IRGM, quant à lui, a assuré comme de coutume la surveillance du Mont Cameroun, des lacs à risque, particulièrement le lac NYOS où sont installées trois colonnes fonctionnelles de dégazage. Dans la même lancée, de nouvelles stations solarimétriques ont été installées à Maroua, Mokolo, Bertoua, Ambam, Yaoundé, Douala Foubot, Bamenda, Garoua et Kribi. Des stations hygrométriques ont été installées dans les bassins côtiers et du Congo. Quant aux stations sismiques, elles ont été installées le long de la ligne volcanique du Cameroun. L'IRGM a aussi poursuivi l'étude des bassins sédimentaires en partenariat avec la Société Nationale des Hydrocarbures et les Universités.

Pour la recherche cartographique et géographique, il a été question de poursuivre la réalisation du réseau géodésique national et la cartographie de base (référentiel cartographique du Cameroun) au 1/50.000, ainsi que la production des plans numériques des villes du Cameroun, notamment Douala, Garoua, Bafoussam. Par ailleurs, l'INC a entrepris des activités visant à lui permettre de contribuer à l'aménagement urbain et à la maîtrise de l'expansion de certaines grandes métropoles du pays, en commençant par Yaoundé avec la production de la carte numérique de la localité à l'échelle 1/10 000. La cartographie des terres arables dans la région du Nord-Ouest est aussi en cours d'élaboration. Nous mettons aussi à l'actif de l'INC, l'élaboration de fichiers de localités du littoral assorti des dictionnaires de villages, la conception et l'élaboration des monographies départementales et l'étude d'aménagement des zones urbaines et périurbaines. Il a été par ailleurs procédé à l'identification et la cartographie des zones à risques du Cameroun, la collecte et la mise à disposition des informations sur les variations climatiques. Les activités de valorisation et de vulgarisation des résultats de la recherche cartographique et géographique se sont poursuivies par la création d'un géoportail.

Dans le domaine du développement des Technologies, le CNDT a veillé sur la production, la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sur les technologies et l'appui au développement des technologies dans les secteurs prioritaires que sont notamment l'agriculture, la biodiversité et les énergies renouvelables.

Dans le cadre de l'utilisation des matériaux locaux, un accent particulier a été mis sur la valorisation, en créant de nouveaux sites pour la fabrication des briques cuites. La MIPROMALO voudrait contribuer à la construction des logements sociaux par l'Installation de deux usines industrielles de fabrication de briques cuites à PK 17 Douala et à Ebebdia, et le renforcement de ses capacités au niveau des laboratoires.

- **Programme 3 : Recherche et Développement Social**

Au niveau de la Recherche Médicale, l'IMPM a consolidé ses actions de recherche sur le paludisme et le VIH/SIDA. Le partenariat au niveau de la médecine traditionnelle a été renforcé et la première phase de production à grande échelle de certains médicaments pour les populations a été réalisée. Plus concrètement, l'IMPM a produit au cours de l'année 2014 des kits pour la prise en charge du paludisme à domicile. Par ailleurs, l'IMPM a poursuivi la réhabilitation et l'équipement des laboratoires de référence pour les maladies émergentes et réémergentes (VIH–SIDA, les fièvres Ebola et hémorragiques).

Au niveau de la Protection Radiologique, nous pouvons relever l'acquisition d'un matériel de détection des radiations, d'un Kit de contrôle qualité des appareils de radiologie médicale et d'un matériel d'intervention en situation d'urgence radiologique augure des actions concrètes de très grande envergure. Prioritairement, les activités de l'ANRP ont été axées sur:

- Le contrôle de qualité des générateurs des rayonnements ionisants ;
- La surveillance radiologique ;
- Le contrôle des industries et en milieu hospitalier, afin de faire respecter la réglementation sur la sécurité radiologique et assurer la protection des travailleurs sous rayonnement ionisant. ;
- Le contrôle des denrées alimentaires à l'import-export ;

- La dosimétrie de notre environnement.

Le CNE a orienté ses actions en sciences sociales et humaines à savoir : la jeunesse et l'emploi, les mouvements migratoires et leur incidence sur le développement, les changements climatiques, l'éducation scolaire et familiale, etc.

- **Programme 4 : Appui à la politique du sous-secteur Recherche et Innovation :**

Dans ce programme, il a été question de :

- L'élaboration des actes des JERSIC 2013 ;
- L'organisation de la 2^{ème} Edition de la rentrée scientifique ;
- La révision de la stratégie à périmètre ministérielle ;
- L'organisation au niveau régional des Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
- La poursuite du renforcement des capacités infrastructurelles du MINRESI par la sécurisation des bâtiments du MINRESI et des Centres Régionaux en vue d'améliorer les conditions et le cadre de travail du personnel. A ceci, il faut ajouter certaines études, à savoir :
 - L'Etude en vue de l'Elaboration du Plan Directeur de la Recherche scientifique au Cameroun ;
 - L'Elaboration des stratégies de valorisation et de vulgarisation des résultats de recherche ;
 - La Mise en place d'une banque de données sur les résultats exploitables de la recherche et les innovations technologiques (Phase I : Secteur agropastoral et halieutique) ;
 - La Création d'une base de données sur la coopération scientifique au Cameroun (Phase 2);
 - L'Elaboration d'un document guide du suivi et évaluation de la mise œuvre des conventions de coopération scientifique internationale et intersectorielle et de l'assistance technique.

Toutes ces activités visent à permettre au MINRESI d'améliorer l'environnement managérial, juridique et législatif des activités de Recherche.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Le budget pour l'exercice 2014 du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation a été mis en œuvre dans un contexte marqué par plusieurs facteurs : la poursuite de la mise en œuvre du Décret N° 2012/383 du 14 septembre 2012 portant organisation du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, la poursuite de la mise en œuvre des activités visant à accompagner le passage à une agriculture de seconde génération, la prise en compte de l'insécurité dans la partie septentrionale du Cameroun (Exactions du groupe terroriste BOKOHARAM) et à la frontière avec la République Centrafricaine (Crise politique en Centrafrique). Pour ce faire les orientations édictées par la Loi des finances 2014 et d'autres textes ont été pris en compte :

Ø Le Décret N° 2012/383 portant organisation du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation promulguée par le Chef de l'Etat le 14 septembre 2012, assigne au MINRESI deux

missions supplémentaires, à savoir :

- La veille technologique en liaison avec les Administrations concernées ;
- Lesuivi de la recherche dans le domaine des pharmacopées traditionnelles, en liaison avec le Ministère de la Santé Publique et les Départements Ministériels concernés.

Ø La Poursuite de la mise en œuvre des activités visant à accompagner le passage à une agriculture de seconde génération:

Ø La Prise en compte de l'insécurité dans la partie septentrionale du Cameroun (Exactions du groupe terroriste BOKOHARAM) et à la frontière avec la République Centrafricaine (Crise politique en Centrafrique):

Ø La Loi des finances 2014 : conformément à cette Loi, le MINRESI a élaboré un budget 2014 bâti autour de quatre (04) programmes dont trois opérationnels et un support.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 256

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT AGRICOLES

Responsable du programme

Dr. NOE WOIN
Directeur Général de l'IRAD

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme est piloté par le **Dr. WOIN Noé, Directeur Général de l'IRAD** et comprend 4 actions. il s'agit de :

Action 1 : - Recherche en productions végétales et sylvicoles ;

Action 2 : - Recherche en productions animales et halieutiques ;

Action 3 : - Recherche pour la conservation et la gestion de la biodiversité ;

Action 4 : - Valorisation et vulgarisation des résultats de la recherche agricole.

OBJECTIF	Accroître le nombre de paquets technologiques issus de résultats de la recherche utiles à l'amélioration de la productivité et des productions agricoles	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de paquets technologiques innovants produits et diffusés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RECHERCHE EN PRODUCTIONS VÉGÉTALES ET SYLVICOLES Action 02: RECHERCHE EN PRODUCTIONS ANIMALES ET HALIEUTIQUES Action 03: RECHERCHE POUR LA CONSERVATION ET LA GESTION DE LA BIODIVERSITE Action 04: VULGARISATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE AGRICOLE	
DOTATIONS INITIALES	AE 5 784 883 000	CP 5 694 883 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Dr. NOE WOIN, Directeur Général de l'IRAD	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

- Mise en œuvre du DSCE;
 - Exécution du budget de l'Etat par programme;
 - Institution en restructuration contrat plan Etat/IRAD;
 - Mise en place de l'agriculture de deuxième génération (agro-industrie);
 - Préoccupations des pouvoirs publics relatives à l'amélioration de la productivité et des productions agricoles;
 - Consolidation de la sécurité alimentaire des populations;
- Disponibilité des technologies agricoles à l'IRAD.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	17	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	58,75%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 4 450 959 421	CP 4 360 959 421
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 333 923 579	Ecart CP 1 333 923 579
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 4 360 959 421	CP 4 396 964 020
TAUX DE CONSOMMATION	98,8 %	98 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	En effet, l'IRAD, en tant que institution de référence du Cameroun en matière de recherche agricole, a assuré la conduite des activités de recherche dans les domaines de production végétales, animales, halieutiques, forestières et de l'environnement, des technologies alimentaires et agro industrielles. Les résultats obtenus ont été mis à la disposition des utilisateurs pour booster la production agricole à travers différents fora notamment : la première Journée de Promotion de la Semence améliorée de Base ; les Journées de l'Excellence Scientifiques et de l'Innovation du Cameroun (JERSIC) etc. Toutefois, l'IRAD fait face au déficit en ressources humaines due à un départ massif et précoce à la retraite des chercheurs (55 ans).	
PERSPECTIVES 2015	- améliorer la production des semences de base des spéculations phares pour contribuer à la productivité et la production agricole ; - poursuivre les recherches dans le but de développer plus de technologies innovantes afin de répondre aux préoccupations des producteurs ; - redynamiser les Unités Pilotes de Valorisation (UPV) pour une meilleure valorisation et vulgarisation des résultats de recherche; - améliorer les conditions de travail du personnel pour un rendement meilleur ; - intensifier la coopération scientifique nationale et internationale ; créer une plateforme interministérielle du secteur afin de définir un plan de financement adéquat et durable de la recherche agricole.	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 RECHERCHE EN PRODUCTIONS VÉGÉTALES ET SYLVICOLES								
OBJECTIF	Accroître le nombre de paquets technologiques issus des résultats de la recherche utiles à l'amélioration de la compétitivité des filières des productions végétales et sylvicoles							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de paquets technologiques innovants produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		18				55,56%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 137 600 000	3 137 600 000	3 137 600 000	3 137 600 000	3 137 600 000	3 137 600 000	100 %	107,1 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	En 2014, le contexte national et international a été caractérisé, comme ce fut le cas les trois dernières années, par la hausse des prix de matières premières et la raréfaction des produits agricoles de première nécessité. L'approvisionnement des marchés urbains en produits alimentaires en quantité et en qualité demeurent une préoccupation de l'Etat. Les technologies d'accompagnement mises au point par l'IRAD doivent être transférées au monde rural.							

ACTIVITES
MAJEURES
REALISEES
(présentation des
extrants)

Des études en vue du développement des techniques appropriées pour réduire l'impact des contraintes de production ont été entreprises dans plusieurs domaines dont les Cultures annuelles et pérennes (céréales, légumineuse, racines et tubercule, cacaoyer, hévéa, palmier à huile, caféier). Il s'agit de :

- Etude en vue du développement des techniques appropriées pour réduire l'impact des contraintes de production sur les céréales ;
- Etudes en vue de l'amélioration de la productivité des légumineuses dans les différentes zones agroécologiques du Cameroun ;
- Etudes en vue du contrôle des principales maladies et ravageurs associés aux racines et tubercules au Cameroun ;
- Etude en vue de l'identification et évaluation des écotypes de canne à sucre au Cameroun ;
- Etudes en vue d'une contribution à la productivité et à la compétitivité des filières de quelques cultures de

rente: Cas du cacaoyer, des caféiers Arabica, Robusta et du colatier ;

- Etudes en vue de l'amélioration de la productivité, de la durabilité et de la compétitivité des cultures fruitières dans les bassins de production ;
- Etudes en vue de l'identification des causes du dépérissement des agrumes et autres espèces arboricoles et mise au point de stratégies de lutte ;
- Etude en vue de la production des semences améliorées de palmier à huile ;
- Etude en vue de l'introduction des technologies innovantes, contrôle du dépérissement des arbres et valorisation des produits hévéicoles ;
- Etudes en vue de l'évaluation de l'adoption des technologies développées et leurs impacts sur l'environnement socio-économique et culturel ;
- Création de nouvelles variétés performantes de céréales pour les différentes zones agro-écologiques du Cameroun ;
- Control of major diseases and pests associated with root and tuber crops in Cameroon under the current climate change;
- Amélioration de la productivité des légumineuses dans les grands bassins de production au Cameroun ;
- Amélioration de la productivité de la Canne à sucre au Cameroun ;
- Amélioration de la productivité du cacaoyer, des caféiers robusta, arabica et du colatier, et de la qualité des produits pour une meilleure compétitivité des filières ;
- Amélioration de la qualité des productions fruitières dans les bassins de production pour une plus grande compétitivité des filières ;
- Oil palm breeding for production and availability of good quality improved seeds;
- Amélioration des systèmes de production hévéicoles au Cameroun ;
- Reconstitution des peuplements ligneux et non ligneux après exploitation en zones de forêts denses, de savanes humides et de savanes sèches du Cameroun ;
- Gestion conservatoire des sols et des eaux ;
- Développement des outils d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ;
- Amélioration des connaissances sur les ressources floristiques dans les écosystèmes ;
- Évaluation du niveau d'adoption des innovations agricoles et de leurs impacts sur l'environnement socioéconomique et culturel;
- Développement des agro forêts dans les paysages agraires du Cameroun.

Des activités de production des semences ont été mises en place dans diverses structures opérationnelles. De même que le traitement, le conditionnement et la mise à disposition des semences améliorées obtenues.

Spéculation

Quantité semences

Maïs hybride (kg)	40 000
Maïs composite (kg)	400 000
Sorgho (kg)	40 000
Riz (kg)	25 000

	Manioc (boutures) 3 000 000 Bananiers Plantain (plants) 60 000 Bananiers Plantain (rejets) 6 000 Papayer solo (gr) 3 000 Cacao (plants greffés) 20 000
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les semences améliorées constituent un gage majeur des meilleurs rendements chez les agriculteurs. La mise à disposition des paquets technologiques y compris les semences améliorées des spéculations prioritaires en production végétales a été réalisée sur tout le territoire national. La mise en place des parcelles de culture grandeur nature dans les zones agro écologiques a été effective. Ainsi, les ressources ont servi à la mise en place et la conduite des champs semenciers, la récolte, le traitement et la distribution des semences pour les rendre disponibles au Cameroun.
Perspectives 2015	Les actions mises en œuvre doivent être poursuivies en prenant en compte le plan stratégique qui a identifié et priorisé les actions à mettre en œuvre pour la période 2013-2018. Un renforcement de l'accompagnement des acteurs du monde rural est souhaité pour plus d'efficacité.

Action 02 RECHERCHE EN PRODUCTIONS ANIMALES ET HALIEUTIQUES

OBJECTIF	Accroître le nombre de paquets technologiques issus des résultats de la recherche utiles à l'amélioration de la compétitivité des filières de productions animales et halieutiques								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de paquets technologiques innovants produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 75%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	182 000 000	182 000 000	182 000 000	182 000 000	182 000 000	182 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le développement des technologies de production animale (volaille, porc et bœuf) donne au Cameroun une autonomie relative en matière de disponibilité des viandes. Dans un contexte de crise grave suite à la présence de la fièvre hémorragique Ebola sur le continent Africain, la consommation des viandes appelle à une grande vigilance. Un accompagnement des producteurs s'impose pour produire dans un environnement sain et contenir les zoonoses. Le déficit du Cameroun en poissons se chiffre à plus de 100000 tonnes/an. Le gouvernement a dû ainsi au cours des dix dernières années recourir aux importations pour couvrir la demande nationale, grevant ainsi le budget global de plus de 20 milliards de FCFA/an. Le MINEPIA s'attelle à esquisser des solutions à cette situation en renforçant la production par l'aquaculture, Les diagnostics mettent en exergue le manque d'alevins, puis d'aliments de qualité comme contraintes majeures au développement d'une aquaculture commerciale durable au Cameroun.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Production de semences animales de base (taurillons, porcelets, poussins, petits ruminants, larves de crevettes etc.) ; - Sustainable improvement of large ruminant productivity in Cameroon; - Rénovations des laboratoires et habitats d'élevage des animaux ; - Sustainable improvement in the production of heifers for milk production in Cameroon; - Amélioration des systèmes traditionnels de production des petits ruminants ; - Improving the production of piglets as a means of enhancing productivity in the pig industry in Cameroon; - Amélioration de la qualité et de la productivité des volailles ; - Intensification of non-conventional livestock ; - Production durable de semences aquacoles par l'elaboration de technologies innovantes ; - Sustainable production of coastal fishes through improved exploitation of stocks; - Search for efficient and sustainable control of vector-borne parasites causing economic losses in livestock production systems; - Amélioration de la production de crevettes au Cameroun ; - Acquisition des équipements et aménagement des infrastructures nécessaires à la conduite des activités de en production animales et halieutiques.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Des technologies de production de poussins d'un jour avec la maitrise de la gestion des parentaux est effective et un début de mise à disposition des poussins pratiqué à Mankon. La ferme expérimentale de Nkolbisson a repris les activités et diffuse ses technologies de production de la volaille. La Station de Foumban, quant à elle, a vu ses infrastructures réhabilitées et sa capacité de production d'alevins renforcée.								

Perspectives 2015	Les actions mises en œuvre doivent être poursuivies en prenant en compte le plan stratégique qui a identifié et priorisé les actions à mettre en œuvre pour la période 2013- 2018. Un renforcement de l'accompagnement des acteurs du monde rural est souhaité pour plus d'efficacité. Les projets mis en place jouent un rôle d'animation des éleveurs qui jusque-là se sentaient abandonnés. L'accompagnement qu'apporte la recherche auprès des éleveurs mérite d'être soutenu et même renforcé. Le développement et la diffusion des technologies de production de la volaille par l'IRAD contribuent de façon efficace à soutenir l'interprofession avicole.
-------------------	--

Action 03 RECHERCHE POUR LA CONSERVATION ET LA GESTION DE LA BIODIVERSITE

OBJECTIF	Accroître le nombre de résultats de la recherche utiles à la gestion durable des ressources génétiques et de leur environnement							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de nouvelles accessions/races introduites dans la banque des gènes				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 43	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 703 910 000	1 703 910 000	369 986 421	369 986 421	369 986 421	369 986 421	100 %	456,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Considérations des changements climatiques - Protection de l'environnement et lutte contre la déforestation La déforestation et les changements climatiques menacent la survie de l'homme et de la biodiversité du Cameroun voir du monde entier							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Production des semences forestières améliorées ; - Reconstitution des peuplements naturels de bois et de PFNL après exploitation en zones de forêts denses, de savanes humides et sèches du Cameroun ; - Amélioration de la productivité des terres par la gestion conservatoire des sols et des eaux ; - Amélioration de la productivité des écosystèmes face aux changements climatiques ; - Amélioration des connaissances sur les ressources végétales et la conservation des plantes dans les écosystèmes ; - Interactions faune-flore-homme dans la réserve du Dja : zoochorie, régénération, domestication et braconnage.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	3 espèces forestières étudiées : le <i>Gnetum</i>sp. (Okok) dans la zone de forêt humide, le <i>Pygeum</i> dans la zone de savane humide et la gomme arabique dans la zone de savane sèche. accord pour que les études puissent être menées dans la forêt communale de Belabo et de Lobo La restauration et conservation de la productivité de terres par la gestion intégrée de la fertilité des sols, l'utilisation de jachères plantées à base de légumineuses et les itinéraires techniques appropriés ont été obtenus dans le Sud-ouest et le Centre. l'état des lieux sur les connaissances et les perceptions locales sur les changements climatiques les régions du Nord et de l'Extrême-Nord montre que plus de 120 ménagesont répondu à la trame d'enquêtes dans les Régions du Nord et de l'Extrême-Nord 20 échantillons botaniques ont été récoltés ; 2 espèces très rares, <i>Ternstroemiaplatypetala</i> (Theaceae) et <i>Piptostigmaaff.calophyllum</i> (Annonaceae) ont été recherchées sur le terrain, retrouvées et collectées dont la deuxième pour la première fois depuis plus de 60 ans. Ces récoltes permettront de clarifier leur statut taxonomique. Les familles des Acanthaceae aux Commelinaceae des collections de l'Herbier National ont été numérisées et recollées							
Perspectives 2015	Au vu des résultats affichés, ces activités doivent être poursuivies							

Action 04 VULGARISATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE AGRICOLE								
OBJECTIF	Accroitre le nombre de résultats de la recherche agricole valorisés et vulgarisés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de résultats de la recherche agricole valorisés et vulgarisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		26					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	761 373 000	671 373 000	761 373 000	671 373 000	707 377 599	647 789 497	92,2 %	96,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre du DSCE ; - Exécution du budget de l'Etat par programme ; - institution en restructuration contrat plan Etat/IRAD ; - Mise en place de l'agriculture de deuxième génération (agro-industrie) ; Préoccupations des pouvoirs publics relatives à l'amélioration de la productivité et des productions agricoles ;							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Production des semences de base améliorées des spéculations phares ; - Organisation des journées portes ouvertes et champs écoles paysans ; - Publication et diffusion des résultats dans les journaux à grand impact sur le public; - Elaboration et distribution des fiches techniques ; - Accompagnement des organisations paysannes.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Mise en place : - 100 ha de maïs composite (441 tonnes produites) ; - 100 ha de riz NERICA (46 tonnes produites) ; - 10 ha de sorgho (51 tonnes produites) ; - 10 ha de sorgho (51 tonnes produites) ; - 15 ha de soja (10,5 tonnes produites) ; - 05 ha de haricot et niébé (23 tonnes produites) ; - 10 ha de bananier plantain (6140 rejets produits) ; - 20 ha de pomme de terre (104 tonnes produites) ; - Manioc (4 120 000 boutures produites) ; - 05 ha d'igname (45080 semenceaux produits) ; - 20 étangs entretenus et 386 680 alevins produits ; 250 parentaux de poussin d'un jour acquis ;							
Perspectives 2015	Poursuivre les projets en cours avec un accent sur le renforcement de la coopération.							

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 257

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE,
GEOLOGIQUE ET MINIER

Responsable du programme

Mr MBOTA ELIMBI MARTIN
Directeur Général de l'IRAD

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme est piloté par M. MBOTTA ELIMBI Martin, Directeur Général de l'Institut National de Cartographie (INC) et se décline en 4 actions. Il s'agit de :

Action 1 : - Renforcement de la Recherche géologique et minière ;

Action 2 : - Renforcement de la production cartographique et de la recherche géographique ;

Action 3 : - Mise en œuvre de la veille technologique ;

Action 4 : - Valorisation et vulgarisation des matériaux locaux.

OBJECTIF	Accroître la production cartographique, l'information géologique, minière et le développement des technologies.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de coupures de cartes produites et diffusées
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	16.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	29.0
Indicateur	Année cible:	2016
	Intitulé:	Nombre de technologies développées et diffusées;
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	9.0
	Année de référence:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Valeur Cible	13.0
	Année cible:	2016
	Action 01:	RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINIÈRE
	Action 02:	RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE GÉOGRAPHIQUE ET CARTOGRAPHIQUE
	Action 04:	MISE EN ŒUVRE DE LA VEILLE TECHNOLOGIQUE
	Action 05:	VALORISATION ET VULGARISATION DES MATÉRIAUX LOCAUX
DOTATIONS INITIALES	AE 1 910 795 000	CP 1 910 795 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Mr MBOTA ELIMBI MARTIN, Directeur Général de l'IRAD	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Les actions de ce programme ont été réalisées dans un contexte de mise en œuvre du DSCE et du budget programme.

Jours après jours, le MINRESI à travers l'Institut de Recherches Géologiques et Minières, dans le cadre de la réalisation de l'action01, a continué d'actualiser ses bases de données (Hydrologiques, géologiques, solarimétriques et sismiques) avec pour objectif d'appuyer la mise en œuvre des grands projets structurants (Projet autoroutier Yaoundé – Douala, barrages hydroélectriques de Katsina Ala, Bini à Warak, et de la Menchum), grâce notamment à la mise à disposition d'une information scientifique fiable et des réponses urgentes aux effets néfastes des catastrophes naturelles (inondations dans le grand Nord, émission des gaz dans les lacs Nyos et Monoun, glissements de terrain). Un effort remarquable a été fait dans le cadre de la vulgarisation et de la valorisation de nos résultats de recherche et dans celui du renforcement

des capacités infrastructurelles et humaines. Nous avons ainsi acquis, grâce à nos partenaires scientifiques, un échosondeur à faisceaux et à usage multiple, qui va être utilisé pour les études des lacs, des cours d'eau et des barrages hydrauliques. Des techniciens camerounais ont également été formés pour son utilisation et sa maintenance. Ces impératifs prennent en considération les attentes de l'administration camerounaise, de nos partenaires scientifiques, des populations et communautés locales avec lesquelles nous interagissons et du bien-être de notre personnel.

Pour la recherche cartographique et géographique, était question d'acquérir des photographies aériennes couleur de résolution 35 x 35 cm sur la Région de l'Extrême Nord et une partie de la Région du Nord ; d'acquérir une chaîne photogrammétrique numérique et de poursuivre la réalisation du réseau géodésique national et la cartographie de base (référentiel cartographique du Cameroun) au 1/50.000. Il était également question de réaliser la carte d'occupation des sols, et une cartographie des terres arabes et des zones à risque d'inondation dans la zone de Maga et ses environs, et dans les départements du Mayo-Kani et du Mayo-Danay (Région de l'Extrême-Nord). De même, l'INC devait procéder à l'acquisition des équipements de collecte et de traitement des informations sur les variations climatiques.

De plus, l'INC devait procéder à la réalisation des monographies des départements du Mayo-Danay et Mayo-Tsanaga.

Dans le domaine particulier du développement des Technologies, les activités se sont réalisées dans un contexte marqué par une absence de structure opérationnelle chargée de la valorisation et de la vulgarisation des résultats de la recherche ainsi que du transfert et du développement technologique et des innovations. Le CNDT a veillé sur la production, la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sur les technologies et l'appui au développement des technologies dans les secteurs prioritaires que sont notamment l'agriculture, la biodiversité et les énergies renouvelables.

Le déploiement des activités de la MIPROMALO en 2014 se situe dans un contexte de mise en œuvre du DSCE, du budget programme, de l'admission de la MIPROMALO en réhabilitation avec la signature d'un contrat plan (2015-2017) avec l'Etat et de non prise en compte de la circulaire du PM sur l'utilisation des matériaux locaux dans les édifices publics au moins de type R+1. Ainsi, un accent particulier a été mis sur la valorisation avec la création de nouvelles unités pilotes de production des matériaux locaux; la recherche et prospection des nouveaux gisements de matières et la collecte des matières premières ; l'aménagement et l'équipement d'un nouveau laboratoire et le renforcement des capacités des chercheurs.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 908 995 000	CP 1 908 995 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 800 000	Ecart CP 1 800 000
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 908 995 000	CP 1 908 995 000
TAUX DE CONSOMMATION	100 %	100 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Le faible taux de consommation des crédits est consécutif à un déblocage tardif des fonds destinés à l'exécution ; des activités de recherche dont la mise en œuvre sur le terrain est fortement tributaire des saisons climatiques. - Le faible taux de réalisation technique se justifie par le fait que la dotation du budget des activités n'a pas été débloquée dans sa totalité - Avec les fonds alloués à l'action 1, 05 cartes thématiques ont été réalisées, une carte géologique, une carte structurale, une carte piézométrique, une carte gravimétrique, une carte morpho-orogénique. Il faut cependant noter qu'au 31 décembre 2014, ces cartes n'étaient pas encore disponibles, mais une bonne partie du travail y relatif était déjà fait. Elles n'ont été finalisées qu'en 2015. - Par ailleurs, l'actualisation des bases de données hydrologiques et sismiques s'est améliorée. La réception définitive de la 1ère phase du projet de renforcement du barrage naturel du lac NYOS a été effective. - Par contre, l'acquisition du matériel additionnel nécessaire à la collecte des données sismiques sur le terrain n'est toujours pas effective. - Les réalisations de l'action 1 ont eu comme impact l'atténuation du degré d'exposition des populations aux risques naturels potentiels et l'amélioration de l'approvisionnement en énergie électrique et en eau des populations camerounaises. - En particulier, le renforcement du barrage naturel du lac NYOS a pour impact une meilleure délimitation du périmètre de sécurité en vue du retour prochain des populations déplacées. - Dans le cadre de mise en place de la chaîne cartographique numérique, le marché lancé par la MINMAP a été notifié ; mais l'adjudicataire s'est montré incompétent ; et au terme du délai de livraison, sa défaillance a été constatée et une autorisation de gré à gré a été accordée à l'Institut National de Cartographie pour la relance du marché. - S'agissant du marché relatif à l'acquisition des photographies aériennes couleur de résolution spatiale 35 x 35 cm sur les Régions de l'Extrême Nord et une partie de la Région du Nord, le dossier d'appel d'offres international déposé au MINMAP en août 2013 a été notifié au prestataire le 12 décembre 2014. Et du fait de ce retard, le marché au 31 décembre 2014 est en cours d'exécution. - Pour la collecte des données gravimétriques, la collecte des données en vue de la réalisation des monographies départementales et la collecte des données en vue de la cartographie des terres arables et des zones à risques d'inondation, les Budgets y afférents ont été libérés par le ministère en charges des Finances au mois de juin 2014 ; d'où les retards dans le déploiement des équipes sur le terrain et partant dans l'atteinte des objectifs de performance prévus en 2014. - Quant au marché relatif à l'acquisition d'une station de collecte et de traitement des données sur les variations climatiques, le dossier d'appel d'offres déposé à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre au mois de mars 2014 a été notifié au prestataire au mois de novembre 2014 ; et au 31 décembre 2014, le marché est en cours d'exécution - En ce qui concerne l'action 3 conduite par le CNDT, toutes les activités ont été réalisées, à l'exception du prototypage du four solaire qui a connu d'une part, la limitation des offres techniques nationales, d'autre part, le retard du partenaire technique sélectionné au cours 2014 ;	

- | | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none">- Les fonds affectés aux activités prévues ont effectivement servi à leur réalisation.- 10 gisements d'argile, pierre de taille, agrégat ou pouzzolanes identifiés et caractérisés à la MIPROMALO;- Homologation des normes sur les briques cuites (documents projets des normes disponibles en attente de l'homologation par l'ANOR) à la MIPROMALO;- Aménagement et équipement d'un nouveau laboratoire (hotte de laboratoire, fours électrique programmable, équipements d'analyse granulométrique etc.) à la MIPROMALO ;- 01 Un procédé de production des géopolymères pour le BTP est mise au point à la MIPROMALO ;- 01 procédé d'élaboration de ciment alternatif est mis au point et appliqué aux bétons légers à la MIPROMALO;- 03 chercheurs mis en stages de recherche à l'étranger à la MIPROMALO <p>10 publications scientifiques primées à la MIPROMALO</p> |
|--|---|

PERSPECTIVES
2015

- Poursuivre la production des cartes thématiques
- Poursuivre l'actualisation des bases de données (hydrologique, énergétique, etc...)
- Assurer les activités de dégazage des lacs NYOS et MONOUN et étudier les autres lacs à risque
- Finaliser les travaux de renforcement du barrage naturel du lac NYOS.
- Produire des chroniques sismiques
- Produire l'annuaire hydrologique national
- La mise à disposition des photographies aériennes est le préalable à la production des cartes topographiques de bases à l'échelle 1/50 000.
- Programmation de marchés pluriannuels pour l'acquisition des photographies aériennes sur le reste du Cameroun.
- Déblocage en début d'exercices des Budgets par le ministère en charge des Finances.
- poursuivre la mise en place et l'animation du Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation ;
- promouvoir et diffuser les technologies solaires de potabilisation de l'eau ;
- former les pisciculteurs en itinéraires techniques de production de poissons de table ;
- promouvoir l'utilisation des logiciels libres dans l'administration camerounaise.

Poursuivre les activités en cours à la MIPROMALO

- Identification, caractérisation et évaluation des géoressources, bois et sous-produits de l'agroforesterie ;
- Recherche sur les matériaux de génie civil ;

Mettre en œuvre du Contrat-Plan Etat du Cameroun/MIPROMALO 2015-2017 à savoir ;

- Installation d'une unité pilote d'exploitation de pierres de taille à Bamenda ;
- Production des normes sur les matériaux locaux ;
- Construction du hangar de stockage de matière première à Nkolbisson ;
- Installation unités pilotes de BTC dans les localités du Cameroun ;
- Construction des logements témoins types MIPROMALO et chantier-écoles ;
- Construction d'une unité pilote valorisation de production de briques cuites à Douala ;
- Acquisition des équipements laboratoire et ateliers au siège et dans les Centres de Garoua et Bamenda ;
- Sécurisation du Patrimoine foncier et immobilier de la MIPROMALO ;
- Acquisition et installation d'un groupe électrogène ;
- Acquisition des matériels roulant pour le suivi des projets ;
- Renforcement des équipements de production dans les unités pilote (Briques et tuiles) ;
- Réhabilitation des bâtiments au siège et construction d'un atelier au centre de Garoua ;
- Elaboration et mise en place de la comptabilité générale et analytique ;
- Construction et équipements d'un bâtiment R+1 au siège ;
- Acquisition du mobilier de bureau à la MIPROMALO ;
- Acquisition des équipements de laboratoire dans les unités de BTC/BC DANS 09 localités
-

Suivre et mettre en œuvre les activités du Comité de Pilotage du Premier Ministre sur l'Application de la Circulaire N°002/CAB/PM du 12 mars 2007 relative à l'utilisation des matériaux locaux pour les édifices publics d'au plus R+1 ; en plus de tenir compte de l'introduction de la circulaire ci-dessus dans le Circulaire N°00000683/C/MINFI du 31 décembre 2014 à travers ;

- Production en mase des matériaux locaux (BTC BC) ;
- Formation sur les matériaux locaux ;
- L'information sur les matériaux locaux.

Clarification du Statut juridique de la MIPROMALO

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINIÈRE								
OBJECTIF	Améliorer les connaissances sur les ressources minières, hydrologiques et énergétiques							
Indicateur	Intitulé:	Cartes thématiques (cartes géologiques, cartes minières, cartes hydrologiques, cartes hydrogéologiques, cartes des risques naturels...)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	Banques de données thématiques actualisées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 126 650 000	1 126 650 000	1 124 850 000	1 124 850 000	1 124 850 000	1 124 850 000	100 %	107,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les activités de cette action ont été réalisées dans un contexte de mise en œuvre du DSCE et du budget programme. Jours après jours, l'Institut de Recherches Géologiques et Minières a continué d'actualiser ses bases de données (Hydrologiques, géologiques, solarimétriques et sismiques) avec pour objectif d'appuyer la mise en œuvre des grands projets structurants (Projet autoroutier Yaoundé – Douala, barrages hydroélectriques de Katsina Ala, Bini à Warak, et de la Menchum), grâce notamment à la mise à disposition d'une information scientifique fiable et des réponses urgentes aux effets néfastes des catastrophes naturelles (inondations dans le grand Nord, émission des gaz dans les lacs Nyos et Monoun, glissements de terrain). Un effort remarquable a été fait dans le cadre de la vulgarisation et de la valorisation de nos résultats de recherche et dans celui du renforcement des capacités infrastructurelles et humaines. Nous avons ainsi acquis, grâce à nos partenaires scientifiques, un échosondeur à faisceaux et à usage multiple, qui va être utilisé pour les études des lacs, des cours d'eau et des barrages hydrauliques. Des techniciens camerounais ont également été formés pour son utilisation et sa maintenance. Ces impératifs prennent en considération les attentes de l'administration camerounaise, de nos partenaires scientifiques, des populations et communautés locales avec lesquelles nous interagissons et du bien-être de notre personnel.							

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Dégazage et sécurisation des lacs à risque : lacs Nyos et Monoun sécurisés à 90% ; Travaux de renforcement du barrage naturel exécutés pour partie ; vulgarisation des résultats et sensibilisation des populations en cours, rédaction d'un rapport annuel. - Sismicité et surveillance des sites des grands projets : Suivi en cours de l'activité sismique le long des grandes zones de fracture du Cameroun en vue de la réalisation des projets de barrages hydraulique sur la Sanaga et sur le Nyong, rédaction d'un rapport annuel. - Reconnaissance géologique et risques naturels sur le tracé de l'autoroute Yaoundé-Douala : acquisition et compilation des cartes de synthèse, travaux de terrain, analyse pétrographique et géochimique en cours, rédaction d'un rapport annuel. Evaluation des ressources en eau du Cameroun : mise à jour des données de 120 stations hydrologiques, missions de terrain, analyse géochimique des eaux en cours, rédaction d'un rapport annuel.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le taux de consommation des crédits de 84,09% est consécutif à un déblocage tardif des fonds destinés à l'exécution des activités de recherche dont la mise en œuvre sur le terrain est fortement tributaire des saisons climatiques. Le taux de réalisation technique (de 50 à 75%) se justifie par le fait que la dotation du budget des activités n'a pas été déblocuée dans sa totalité (50%). Avec les fonds alloués, 05 cartes thématiques ont été réalisées, une carte géologique, une carte structurale, une carte piézométrique, une carte gravimétrique, une carte morpho-orogénique. Il faut cependant noter qu'au 31 décembre 2014, ces cartes n'étaient pas encore disponible, mais une bonne partie du travail y relatif était déjà fait. Elles n'ont été finalisées qu'en 2015. Par ailleurs, l'actualisation des bases de données hydrologiques et sismiques s'est améliorée. La réception définitive de la 1^{ère} phase du projet de renforcement du barrage naturel du lac Nyos a été effective. L'acquisition du matériel additionnel nécessaire à la collecte des données sismiques sur le terrain n'est toujours pas effective. Ces réalisations ont eu comme impact la mise à la disposition des pouvoirs publics de l'information géologique, géophysique et hydrologique sur le tracé de l'autoroute Douala-Yaoundé et dans les sites des autres projets structurants (barrages hydroélectriques). De même, le renforcement du barrage naturel du lac Nyos a pour impact une meilleure délimitation du périmètre de sécurité en vue du retour prochain des populations déplacées.
Perspectives 2015	Poursuivre la production des cartes thématiques ; - Poursuivre l'actualisation des bases de données (hydrologique, énergétique, etc....) ; - Assurer les activités de dégazage des lacs Nyos et Monoun et étudier les autres lacs à risque ; - Finaliser les travaux de renforcement du barrage naturel du lac Nyos ; - Produire des chroniques sismiques ; - Produire l'annuaire hydrologique national.

Action 02 RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE GÉOGRAPHIQUE ET CARTOGRAPHIQUE

OBJECTIF	Accroître la production cartographique et de l'information géographique sur les ressources naturelles								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de cartes topographiques à l'échelle 1/50 000				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	447 435 000	447 435 000	447 435 000	447 435 000	447 435 000	447 435 000	100 %	42,2 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'acquisition d'une chaine cartographique numérique indispensable au traitement des données issues des photographies aériennes couleur de résolution spatiale 35 x 35 cm acquises sur les Régions de l'Extrême Nord et une partie de la Région du Nord, en vue de la réalisation de la carte topographique de base à l'échelle 1/50 000 sur ces Régions. La base de données issue de ces photographies aériennes permettra la réalisation de la carte d'occupation des sols, des cartes des terres arables et des zones à risque de ces Régions. L'élaboration des monographies des départements de la Région de l'Extrême Nord y contribuera à une meilleure planification des activités de développement.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Notification du marché relatif à l'acquisition de photographies aériennes couleur de résolution 35 x 35 cm sur la Région de l'Extrême Nord et une partie de la Région du Nord. - Obtention de l'autorisation de gré à gré pour l'acquisition d'une chaine photogrammétrique numérique. - Collecte des données gravimétriques sur le 1/10^{ème} du territoire en vue de la détermination et de l'ajustement du modèle de géoïde local du Cameroun. - Finalisation de la rédaction des monographies des départements du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Kani (Région de l'Extrême Nord) et soumission des documents à l'évaluation par le comité scientifique. - Collecte des données en vue de la réalisation des monographies des départements du Mayo Tsanaga et du Mayo- Danay (Région de l'Extrême Nord). - Production de la carte d'occupation des sols, de la carte pédologique et de la carte des zones à risques d'inondation de la zone de Maga et ses environs. - Collecte des données sur le milieu naturel en vue de la réalisation de la carte d'occupation des sols, de la cartographie des terres arables et des zones à risque d'inondation des départements du Mayo-Kani et du Mayo-Danay (Région de l'Extrême Nord). Notification du marché relatif à l'acquisition d'une station de collecte et de traitement des données sur les variations climatiques au Cameroun.								

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Dans le cadre de mise en place chaîne cartographique numérique, le marché lancé par la MINMAP a été notifié ; mais l'adjudicataire s'est montré incompetent ; et au terme du délai de livraison, sa défaillance a été constatée et une autorisation de gré à gré a été accordée à l'Institut National de Cartographie pour la relance du marché. S'agissant du marché relatif à l'acquisition des photographies aériennes couleur de résolution spatiale 35 x 35 cm sur les Régions de l'Extrême Nord et une partie de la Région du Nord, le dossier d'appel d'offres international déposé au MINMAP en août 2013 a été notifié au prestataire le 12 décembre 2014. Et du fait de ce retard, le marché au 31 décembre 2014 est en cours d'exécution. Pour la collecte des données gravimétriques, la collecte des données en vue de la réalisation des monographies départementales et la collecte des données en vue de la cartographie des terres arables et des zones à risques d'inondation, les Budgets y afférents ont été libérés par le ministère en charges des Finances au mois de juin 2014 ; d'où les retards dans le déploiement des équipes sur le terrain et partant dans l'atteinte des objectifs de performance prévus en 2014. Quant au marché relatif à l'acquisition d'une station de collecte et de traitement des données sur les variations climatiques, le dossier d'appel d'offres déposé à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre au mois de mars 2014 a été notifié au prestataire au mois de novembre 2014 ; et au 31 décembre 2014, le marché est en cours d'exécution.
Perspectives 2015	- Restitution numérique à partir des photographies aériennes pour la production de la carte topographique de base de la Région de l'Extrême Nord et une partie de la Région du Nord - Poursuite de la collecte des données gravimétriques sur le Cameroun. - Production de la carte d'occupation des sols, de la carte des terres arables et de la carte des zones à risque des départements du Mayo-Louti, de la Bénoué et du Mayo-Rey. Production de la monographie du département de la Bénoué.

Action 04 MISE EN ŒUVRE DE LA VEILLE TECHNOLOGIQUE

OBJECTIF	Accroitre le nombre de technologies valorisées et vulgarisées								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de technologies valorisées et vulgarisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	143 030 000	143 030 000	143 030 000	143 030 000	143 030 000	143 030 000	100 %	105,2 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-- Vision 2035 ; - DSCE ; - Stratégie programme du MINRESI ; - Nécessité de valorisation et de vulgarisation des résultats de la recherche ; Nécessité de transfert et de vulgarisation des innovations technologiques.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	1- Formation en itinéraires techniques de production de poissons de table dans la région de l'Est (taux de réalisation : 160%) - 80 pisciculteurs ont été formés (prévision : 50 personnes) 2- Promotion et diffusion des technologies solaires de potabilisation de l'eau dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord (taux de réalisation : 131%) : - 262 personnes ont été formées (prévision 200 personnes) 3- Mise en place du CATI (taux de réalisation 100%): -Equipements acquis ; -Salle rénové -Administrateurs formés								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Toutes les activités ont été réalisées. Seule reste le prototypage du four solaire qui a connu d'une part, la limitation des offres techniques nationales, d'autre part, le retard du partenaire technique sélectionné au cours 2014 ; Les fonds affectés aux activités prévues ont effectivement servi à leur réalisation.								
Perspectives 2015	Il s'agira d'assurer l'appui et la promotion des innovations technologiques. Il sera question notamment d'une part de poursuivre : - la mise en place et l'animation du Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation ; - la diffusion des technologies solaires de potabilisation de l'eau ; - la formation des pisciculteurs en itinéraires techniques de production de poissons de table ; - promotion de l'utilisation des logiciels libres dans l'administration camerounaise. D'autre part, le CNDT s'attèlera à : - Appuyer les projets inhérents aux innovations technologiques Valoriser et Vulgariser les résultats de la recherche								

Action 05 VALORISATION ET VULGARISATION DES MATÉRIAUX LOCAUX

OBJECTIF	Accroitre l'utilisation des matériaux locaux dans la réalisation des infrastructures								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de paquets technologiques produits et diffusés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	193 680 000	193 680 000	193 680 000	193 680 000	193 680 000	193 680 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre du DSCE ; - Mise en œuvre du budget programme ; - MIPROMALO admis en réhabilitation avec la signature d'un Contrat Plan (2015-2017) avec l'Etat du Cameroun; - Nécessité d'une mise en conformité des statuts de la MIPROMALO avec la loi N° 99/016 du 22 décembre 1999 portant statut général des établissements publics et des entreprises du secteur public et parapublic; - Non prise en compte de la circulaire du PM sur l'utilisation des matériaux locaux dans les édifices publics au moins de type R+1.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Dans le cadre des études de terrain et travaux de laboratoires en vue d'élaboration des matériaux géopolymères et ciments alternatifs, les activités suivantes ont été réalisées ; 1. Prospection géologiques des matières premières ; 2. Collecte des matières premières (Missions de descente, achats des consommables, etc.) ; 3. Révision du projet des normes des briques cuites et transmission à l'ANOR pour homologation ; 4. Acquisition des équipements de laboratoire et ateliers au siège et dans les Centres de Garoua et Bamenda ; 5. Travaux d'aménagement d'un nouveau laboratoire au siège ; Elaboration d'un procédé de production des géopolymères pour le BTP et renforcement des capacités des chercheurs.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	10 gisements d'argile, pierre de taille, agrégat ou pouzzolanes identifiés et caractérisés ; - Homologation des normes sur les briques cuites (documents projets des normes disponibles) ; - Aménagement et équipement d'un nouveau laboratoire (hotte de laboratoire, fours électrique programmable, équipements d'analyse granulométrique etc.) ; - 01 Un procédé de production des géopolymères pour le BTP est mise au point ; -01 procédé d'élaboration de ciment alternatif est mis au point et appliqué aux bétons légers ; - 03 chercheurs mis en stages de recherche à l'étranger - 10 publications scientifiques primées.								

Perspectives 2015	1/Poursuivre les activités en cours - Identification, caractérisation et évaluation des géoressources, bois et sous-produits de l'agroforesterie ; - Recherche sur les matériaux de génie civil ; 2/Mettre en œuvre du Contrat-Plan Etat du Cameroun/MIPROMALO 2015-2017 à savoir ; - Installation d'une unité pilote d'exploitation de pierres de taille à Bamenda ; - Production des normes sur les matériaux locaux ; - Construction du hangar de stockage de matière première à Nkolbisson ; - Installation unités pilotes de BTC dans les localités du Cameroun ; - Construction des logements témoins types MIPROMALO et chantier-écoles ; - Construction d'une unité pilote valorisation de production de briques cuites à Douala ; - : Acquisition des équipements laboratoire et ateliers au siège et dans les Centres de Garoua et Bamenda ; - Sécurisation du Patrimoine foncier et immobilier de la MIPROMALO ; - Acquisition et installation d'un groupe électrogène ; - Acquisition des matériels roulant pour le suivi des projets ; - Renforcement des équipements de production dans les unités pilote (Briques et tuiles) ; - Réhabilitation des bâtiments au siège et construction d'un atelier au centre de Garoua ; - Elaboration et mise en place de la comptabilité générale et analytique ; - Construction et équipements d'un bâtiment R+1 au siège ; - Acquisition du mobilier de bureau à la MIPROMALO ; - Acquisition des équipements de laboratoire dans les unités de BTC/BC DANS 09 localités. 3/ Suivre et mettre en œuvre les activités du Comité de Pilotage du Premier Ministre sur l'Application de la Circulaire N°002/CAB/PM du 12 mars 2007 relative à l'utilisation des matériaux locaux pour les édifices publics d'au plus R+1 ; en plus de tenir compte de l'introduction de la circulaire ci-dessus dans le Circulaire N°00000683/C/MINFI du 31 décembre 2014 a travers ; - Production en masse des matériaux locaux (BTC BC) - formation sur les matériaux locaux ; - l'information sur les matériaux locaux. 4/Clarification du Statut juridique de la MIPROMALO
-------------------	--

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 258

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

Responsable du programme

Mr ESSAME OYONO Jean Louis
Directeur Général de l'IRAD

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme est piloté par M. ESSAME OYONO Jean Louis, Directeur de l'Institut de Recherches Médicales et d'Etude des Plantes Médicinales (IMPM). Il couvre les activités de l'IMPM, de l'Agence Nationale de Radioprotection (ANRP) et du Centre National d'Education (CNE).

Ainsi, il vise à accroître le nombre de résultats de la recherche utiles à la compréhension et/ou à la réponse aux questions sociales, à travers les trois actions suivantes :

Action 1 - la recherche en santé humaine,

Action 2 - le renforcement de la radioprotection de l'homme et de l'environnement

Action 3 - la recherche en sciences humaines et sociales.

OBJECTIF	Accroître le nombre de résultats de la recherche utiles à la compréhension et/ou à la réponse aux questions sociales	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de résultats de la recherche utiles à la compréhension et/ou à la réponse à une question sociale
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	
	Année cible:	2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RECHERCHE EN SANTÉ HUMAINE Action 02: RENFORCEMENT DE LA RADIO PROTECTION DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT Action 03: RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 594 987 000	CP 1 594 987 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Mr ESSAME OYONO Jean Louis, Directeur Général de l'IRAD	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Sur un plan général :

- Mise en œuvre du DSCE ;
- Mise en œuvre de la stratégie ministérielle du MINRESI ;
- La relance de la croissance économique du Cameroun comme préalable dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

Sur le plan de la recherche en santé humaine

- Recrudescence des pathologies prioritaires telles que le VIH/SIDA, les hépatites, le paludisme, les maladies émergentes et ré émergeantes,
- Coût élevé des médicaments conventionnels et des traitements nécessitant l'approfondissement de la recherche sur les plantes médicinales et la pharmacopée

traditionnelle ;

- Nécessité de mettre en place une sécurité sanitaire des aliments et de proposer des régimes alimentaires à base des plats camerounais.
- Admission à la réhabilitation de l'IMPM ;
- Nécessité de relèvement du plateau technique des structures hospitalières par la production des kits de dépistages du VIH/SIDA et d'autres pathologies prioritaires. A cet effet, l'IMPM, à travers CAMDIAGNOSTIX, s'engage à passer d'une capacité de production de 50 000 à 2 000 000 de kits de dépistage.
- Nécessité d'arrimer les laboratoires aux normes internationales

Sur le plan du Renforcement de la radioprotection de l'homme et de l'environnement,

- Nécessité d'arrimer progressivement le Cameroun aux standards internationaux dans le domaine de la radioprotection en dotant le Cameroun des infrastructures nécessaires à la radioprotection et en étoffant l'arsenal juridique ;
- Nécessité d'assurer le respect des normes en matière de radioprotection à travers :
 1. Le contrôle qualité des équipements de radiologie ;
 2. le suivi dosimétrique des travailleurs sous rayonnements ionisants ;
 3. la recherche et la sécurisation des sources radioactives orphelines ;
 4. l'inspection des installations hospitalières et industrielles utilisant les sources de rayonnements ionisants ;
 5. le contrôle radiologique des denrées alimentaires sur le territoire national ;
 6. l'organisation de l'intervention en cas d'urgence radiologique en liaison avec les administrations concernées, ...etc.

- Sur le plan de la recherche en sciences humaines et sociales

- multiplication des cas de fléaux sociaux et des dégâts naturels non contrôlés ces dernières années ;
- nécessité de mener des études et faire des propositions en terme de recommandations afin d'éradiquer, de prévenir et d'éviter ces phénomènes pour le bien être des populations.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	19	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 594 987 000	CP 1 594 987 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 594 987 000	CP 1 594 987 000
TAUX DE CONSOMMATION	100 %	100 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES	<u>Dans le cadre de la recherche en santé humaine :</u>	

RESSOURCES	Toutes les activités qui ont donné lieu à ce résultat sont en cours d'exécution. <u>Dans le cadre du renforcement de la radioprotection de l'homme et de l'environnement</u> Les ressources mobilisées ont été utilisées pour l'amélioration de la protection des travailleurs, des patients et du public contre les effets nocifs des rayonnements ionisants. Plus de travailleurs sont suivis en dosimétrie, la qualité du parc d'appareils de radiologie est contrôlée et les sources radioactives orphelines sont localisées et sécurisées. - <u>Sur le plan de la recherche en sciences humaines et sociales</u> Certaines tâches engagées n'ont pas encore été entièrement exécutées pour cause de déblocage tardif des fonds et lenteur dans la procédure de passation des marchés.
PERSPECTIVES 2015	- Amélioration des plateaux techniques pour : - o l'arrimage des laboratoires aux normes internationales ; - o le renforcement des activités de recherche opérationnelle; - o pour l'intensification des inspections et des contrôles de radio protection ; - Acquisition des infrastructures pour l'amélioration des conditions de travail dans les structures de mise en œuvre du programme ; - Mise en œuvre des Contrats plan ; - L'organisation des séminaires de validation, de vulgarisation et de restitution des résultats de recherche. - La promotion des analyses biomédicales dans le laboratoire de Biologie Humaine réhabilité de l'IMPM. - La mise en place de l'unité pilote de production de Médicaments Traditionnels Améliorés (MTA) ; - La mise en place d'une unité de production et de commercialisation des tests de dépistage et de diagnostic à l'intérieur du territoire et au-delà de la Sous-région Afrique Centrale; - L'accroissement du nombre de travailleurs suivis en dosimétrie ; - La mise en œuvre des recommandations et missions des audits internationaux en radio protection. - La poursuite des études sur : - o la criminalité ; - o l'intégration des populations dans la zone CEMAC ; - o la décentralisation ; - o l'autonomisation de la femme rurale ; l'éducation scolaire et familiale

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 RECHERCHE EN SANTÉ HUMAINE								
OBJECTIF	Nombre de résultats de recherche applicables dans le domaine de la santé							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de résultats de recherche applicables dans le domaine de la santé					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	731 650 000	731 650 000	731 650 000	731 650 000	731 650 000	731 650 000	100 %	107,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Recrudescence des pathologies prioritaires telles que le VIH/SIDA, les hépatites, le paludisme, les maladies émergentes et ré émergeantes, - Coût élevé des médicaments conventionnels et des traitements nécessitant l'approfondissement de la recherche sur les plantes médicinales et la pharmacopée traditionnelle ; - Nécessité de mettre en place une sécurité sanitaire des aliments et de proposer des régimes alimentaires à base des plats camerounais. - Admission à la réhabilitation de l'IMPM ; - Nécessité de relèvement du plateau technique des structures hospitalières par la production des kits de dépistages du VIH/SIDA et d'autres pathologies prioritaires. A cet effet, l'IMPM, à travers CAMDIAGNOSTIX, s'engage à passer d'une capacité de production de 50 000 à 2 000 000 de kits de dépistage. Nécessité d'arrimer les laboratoires aux normes internationales							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	1. Découverte de l'origine du VIH- 1 groupe O chez les gorilles du Cameroun ; 2. - Découverte du réservoir du Plasmodium chez les gorilles 3. Analyse des évolutions du programme camerounais d'accès aux Antirétroviraux (ARV) dans les régions du Centre et du Littoral face aux enjeux actuels de la prise en charge du VIH et des principales co-infections 4. Evaluation de trois stratégies de traitement antirétroviral de 2^{ème} ligne en Afrique (Dakar, Bobo Dioulassol Yaoundé) 5. Dans le cadre de la recherche sur la performance des tests de dépistage du VIH/SIDAPrévalencedu VIH en fonction des tests : - Discordance entre CAMSTIX et les autres tests de dépistage - Indicateur de fiabilité du CAMSTIX vis-à-vis des tests : o Sensibilité : 96% ; o Spécificité : 99,5% ; 6. Evaluation nutritionnelle de 131 enfants âgés de 3 à 5 ans dans la ville de Yaoundé - La standardisation des procédures opératoires pour l'utilisation des techniques isotopiques et des techniques classiques dans l'évaluation nutritionnelles chez le jeune enfant ; la validation des équations de prédiction de la composition corporelle.							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	09 projets pour l'IMPM et 03 pour CAMDIAGNOSTIX ont reçu un financement pour le compte de l'exercice 2014 pour un montant prévisionnel de 179 250 000 F CFA. Difficultés majeures rencontrées - L'insuffisance des ressources financières ; - L'insuffisance des ressources humaines qualifiées ; - L'absence et la vétusté des équipements de laboratoires ; - Les infrastructures non adaptées à la norme de production des Médicaments Traditionnels Améliorés (MTA) ; - Mise à disposition tardive du BIP ; - Difficulté pour la mobilisation des fonds destinés aux activités de recherche au niveau du Trésor public ; - Inaccessibilité des sites d'étude dans les régions de l'Extrême Nord, de l'Est et de l'Adamaoua du fait de l'insécurité.
--	--

Perspectives 2015	Le MINRESI envisage pour la période triennale 2015-2017 : Sur le plan de la recherche opérationnelle - L'étude des relations entre la qualité des eaux de boisson et la prévalence des maladies hydriques au Cameroun : cas des grandes agglomérations ; - La prévention de l'obésité et des maladies non transmissibles associées. - La surveillance de l'essaimage de la bilharziose, du Choléra et d'autres maladies infectieuses et parasitaires dans les zones inondées du septentrion ; - Les études des diarrhées infectieuses et des activités anti-diarrhéiques des plantes médicinales (perspectives) - La poursuite et le renforcement des activités de recherche opérationnelle ; - La promotion des analyses biomédicales dans le laboratoire de Biologie Humaine réhabilité. - L'élaboration des projets de recherche à soumettre à des partenaires au développement et à l'Etat ; - La mise en place d'une unité de production et de commercialisation des tests de dépistage et de diagnostic à l'intérieur du territoire et au-delà de la Sous-région Afrique Centrale; - Le renforcement de la capacité opérationnelle de l'IMPM ; - La poursuite de la recherche sur la variabilité des tests de dépistage et leurs performances ; - Développement des technologies innovantes en matière de diagnostic (nanotests) ; Sur le plan institutionnel Mise en œuvre du Contrat plan Etat/IMPM à travers : - La mise en place d'une unité pilote de production de MTA en trois activités : - o La construction du bâtiment ; - o L'acquisition des équipements d'analyse ; - o L'acquisition des équipements de production ; - Le renforcement de l'équipement et des infrastructures de l'IMPM à travers : - o L'équipement des laboratoires de la Station de Recherche en Médecine Tropicale de Kumba ; - o L'acquisition d'un compteur GAMMA pour le Laboratoire d'Endocrinologie, de Radio Eléments et de la Médecine Nucléaire (LER) ; - o L'acquisition des équipements techniques pour CAMDIAGNOSTIX ; - o L'acquisition de groupes électrogènes à Ngoa-Ekélé, au Lac et à Nkomo ; - o L'acquisition des équipements scientifiques pour les laboratoires du CRM, du CRAN etc. - le renforcement de l'abonnement de l'Institut aux revues scientifiques et élargissement de la connexion internet à tous les centres ; - Le recrutement de techniciens (techniciens et garçons de salle) et de personnel d'appui (chauffeurs, femmes de ménage et secrétaires) ; - L'élaboration d'un plan de recyclage des chercheurs et de formation des techniciens en poste ; - Le recrutement d'au moins un ingénieur de maintenance pour les équipements scientifiques ; - La réalisation des forages modernes pour résoudre le problème de coupures d'eau ; - La mise en place d'une structure de gestion des déchets (<i>Incinérateur</i>) ou à défaut sollicitation d'une structure mutualisée ; - La mise en place de systèmes de contrôles internes de l'exécution de ses objectifs ; - La mise en place d'un système automatisé de gestion des ressources humaines, financières et matérielles ; - L'extension des locaux abritant le Centre de Recherches sur les Maladies Emergentes et Ré-émergentes (CREMER) ; - La réhabilitation de la Station de Recherche en Médecine Tropicale de Kumba (SRMT/Kumba). - Poursuite de la réhabilitation de CAMDIAGNOSTIX l'IMPM ; - Renforcement des capacités scientifiques et technique des laboratoires ; - La mise en place d'une unité de production et de commercialisation des tests de dépistage et de diagnostic à l'intérieur du territoire et au-delà de la Sous-région Afrique Centrale;
-------------------	---

Action 02 RENFORCEMENT DE LA RADIO PROTECTION DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT								
OBJECTIF	Améliorer le seuil de protection des personnes, les biens et l'environnement contre les effets nocifs des rayonnements ionisants							
Indicateur	Intitulé:	TSA1 (Domaine Thématique de Sûreté Radiologique)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	TSA2 (Domaine Thématique de Sûreté Radiologique)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	TSA3 (Domaine Thématique de Sûreté Radiologique)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	TSA4 (Domaine Thématique de Sûreté Radiologique)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	TSA5 (Domaine Thématique de Sûreté Radiologique)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	TSA6 (Domaine Thématique de Sûreté Radiologique)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	410 291 000	410 291 000	410 291 000	410 291 000	410 291 000	410 291 000	100 %	103,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Nécessité d'arrimer progressivement le Cameroun aux standards internationaux dans le domaine de la radioprotection en dotant le Cameroun des infrastructures nécessaires à la radioprotection et en							

	étouffant l'arsenal juridique ; - Nécessité d'assurer le respect des normes en matière de radioprotection à travers : - Le contrôle qualité des équipements de radiologie ; - le suivi dosimétrique des travailleurs sous rayonnements ionisants ; - la recherche et la sécurisation des sources radioactives orphelines ; - l'inspection des installations hospitalières et industrielles utilisant les sources de rayonnements ionisants ; - le contrôle radiologique des denrées alimentaires sur le territoire national ; - l'organisation de l'intervention en cas d'urgence radiologique en liaison avec les administrations concernées ; Développement des activités de coopération nationale et internationale dans le domaine de la radioprotection.
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 70 appareils de radiologie et 92 équipements accessoires contrôlés ; - Un guide sur la recherche et la sécurisation des sources radioactives orphelines validé ; - Recherche de sources radioactives orphelines effectuées dans onze (11) localités des régions du Littoral, du Nord-Ouest, de l'Ouest, du sud et du Sud-Ouest ; - Un protocole d'analyse des denrées alimentaires validé ; - Quinze échantillons marins collectés et analysés ; - 265 Travailleurs suivis en dosimétrie ; Deux (02) missions de contrôle sur la gestion des déchets radioactifs effectuées.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	06 projets ont été financés pour le compte de l'exercice 2014 pour un montant de 252 000 000 F CFA. Les ressources mobilisées ont été utilisées pour l'amélioration de la protection des travailleurs, des patients et du public contre les effets nocifs des rayonnements ionisants. Ceci signifie qu'il y a Plus de travailleurs suivis en dosimétrie, que la qualité du parc d'appareils de radiologie est contrôlée et que les sources radioactives orphelines sont localisées et sécurisées. Difficultés majeures rencontrées - L'insuffisance des ressources financières ; - L'insuffisance des ressources humaines qualifiées ; - Les infrastructures non adaptées aux activités de contrôle de radio protection ; - Mise à disposition tardive du BIP ; - Difficulté pour la mobilisation des fonds destinés aux activités de radio protection au niveau du Trésor public ; - Absence d'un cadre législatif approprié à la radio protection.

Perspectives 2015	En vue d'améliorer l'implémentation de la radio protection, les perspectives dans le domaine sont orientées ainsi qu'il suit sur les plans institutionnel, organisationnel et infrastructurel. <u>Plan institutionnel</u> - Adoption du projet de loi portant sur la sureté, sécurité radiologique et nucléaire et les garanties ; - Elaboration des textes juridiques permettant de compléter le cadre législatif et réglementaire national en termes de radioprotection. <u>Plan organisationnel</u> - Elaboration et adoption d'une stratégie de développement sectorielle sur la radioprotection et le nucléaire ; - Intégration dans l'organisation de l'ANRP, des nouvelles missions issues de la signature des accords et traités internationaux ; - Mise en place à l'ANRP d'un système de management intégré suivant les prescriptions de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) ; - Elaboration, adoption et mise en œuvre d'un plan d'organisation des effectifs visant à doter l'ANRP de ressources humaines compétentes. <u>Plan infrastructurel</u> Dotation de capacités infrastructurelles à l'ANRP pour répondre de manière opérationnelle et plus efficace à ses missions, notamment : - Construction d'un immeuble siège et des laboratoires ; - Construction d'une antenne régionale pour le Littoral ; - Amélioration du plateau technique ; - Acquisition du matériel roulant ; Acquisition du mobilier de bureau.
-------------------	--

Action 03 RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

OBJECTIF	Accroître le nombre de résultats de la recherche en sciences humaines et sociales utiles au développement de l'homme et de la société								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de résultats de recherche utiles au développement de l'homme et de la société				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2013						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	453 046 000	453 046 000	453 046 000	453 046 000	453 046 000	453 046 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Multiplication des cas des fléaux sociaux et des dégâts naturels non contrôlés ces dernières années; Nécessité de mener des études et faire des propositions en termes de recommandations afin d'éradiquer, de prévenir et d'éviter ces phénomènes pour le bien être des populations.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Proposition d'un modèle de programme santé/nutrition dans le système éducatif en vue d'accroitre le rendement scolaire - Application des réponses scientifiques aux facteurs de criminalités et de suicide pour le bien être des populations ; - Proposition de stratégies pour la prévention et l'irradiation des conflits familiaux ; - Formulation des propositions en vue de prendre en compte les contraintes culturelles dans l'accès des femmes au foncier dans l'optique de la rédaction de la future législation - analyse des effets multiples de la décentralisation sur les conditions de vie des populations à la base - Propositions d'activités en vue de la préservation de la langue leti menacée de disparition Evaluation des impacts des catastrophes sur les activités socio-économiques et culturelles afin de contribuer a leur gestion ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	08 (Huit) projets de recherche ont reçu un financement pour le compte de l'exercice 2014 pour un montant prévisionnel de : 130 000 000 F CFA., les ressources mobilisées ont été utilisées pour couvrir les charges dues aux déplacement des chercheurs et autres experts sur le terrain pour la collecte des données relatives à chacun des phénomènes liés à chaque projet. Difficultés majeures rencontrées - L'insuffisance des ressources financières ; - Mise à disposition tardive du BIP ; - Difficulté pour la mobilisation des fonds destinés aux activités de recherche au niveau du Trésor public ; - Inaccessibilité des sites d'étude dans les régions de l'Extrême Nord, de l'Est et de l'Adamaoua du fait de l'insécurité.								

Perspectives 2015	Le MINRESI envisage pour la période triennale 2015-2017 : Sur le plan de la recherche opérationnelle En vue d'atteindre ses objectifs, le CNE entend poursuivre en 2015 certains projets et engager d'autres dans le cadre de ses missions opérationnelles. Ces projets sont les suivants : - Recrudescence de la criminalité : causes et conséquences des homicides et des suicides » ; - « Le Cameroun dans la zone CEMAC : atouts, défis et perspectives » ; - « Evaluation de la non atteinte des objectifs du millénaire au Cameroun » ; - « Industrie touristique au Cameroun : forces, faiblesses et opportunités d'avenir » ; - « Atouts socio-économiques de la diaspora au Cameroun » ; - « Achieving Universal Primary Education : Access and Quality ; The Case of Cameroon » ; Sur le plan infrastructurel « Acquisition des équipements et aménagement des infrastructures nécessaires à la conduite de la recherche en sciences sociales ».
-------------------	--

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 259

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
RECHERCHE ET INNOVATION

Responsable du programme

Mme EBELE ETAME REBECCA MADELEINE
Directeur Général de l'IRAD

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme est piloté par Mme EBELLE ETAME Rebecca Madeleine, Secrétaire Général du MINRESI. Il couvre les activités des Services centraux du MINRESI.

Le programme Gouvernance et Appui Institutionnel du sous-secteur Recherche et Innovation vise à Améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du sous-secteur Recherche et Innovation. Il comprend les quatre actions suivantes :

Action 1 - Amélioration du cadre et des conditions de travail du personnel ;

Action 2 - Amélioration de l'environnement managérial, juridique et législatif des activités de recherche ;

Action 3 - Renforcement de la coopération scientifique et technique ;

Action 4 - Promotion de la culture scientifique.

OBJECTIF	Améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du sous-secteur Recherche et Innovation.	
Indicateur	Intitulé:	Taux de mise en œuvre du plan d'actions ministériel
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL Action 02: AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT MANAGÉRIAL, JURIDIQUE ET LÉGISLATIF DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE Action 04: RENFORCEMENT DE LA COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE Action 06: PROMOTION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 059 245 000	CP 3 059 245 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Mme EBELE ETAME REBECCA MADELEINE, Directeur Général de l'IRAD	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le contexte ayant marqué la mise en œuvre de ce programme est essentiellement celui de la poursuite de l'amélioration du cadre de conditions de travail du personnel et celui de l'amélioration de l'environnement managérial, juridique et législatif des activités de recherche.

En ce qui concerne l'amélioration du cadre de conditions de travail du personnel, plusieurs activités ont été menées à savoir :

- l'aménagement des VRD et de la bretelle d'accès au bâtiment annexe n°2;
- l'aménagement et équipement d'une salle d'archive moderne au MINRESI ;
- installation d'un système incendie dans les bâtiments annexes du MINRESI ;
- installation d'un système de surveillance vidéo des bâtiments du MINRESI ;
- la refonte du site Web du MINRESI ;
- l'informatisation du système de gestion du courrier et de l'archivage au MINRESI.

Quant à l'amélioration de l'environnement managérial, juridique et législatif des activités de recherche, des efforts ont été fournis allant dans le sens d'améliorer la planification d'activités de recherche :

- l'élaboration du plan directeur de la recherche scientifique au Cameroun ;
- la mise sur pied d'une banque de données sur les résultats exploitables de la recherche et des innovations technologiques ;
- la révision de la stratégie ministérielle ;
- l'élaboration des stratégies de valorisation et de la vulgarisation des résultats de recherche ;
- etc.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	203	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	90%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 4 394 968 579	CP 4 394 968 579
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -1 335 723 579	Ecart CP -1 335 723 579
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 4 282 610 894	CP 4 282 610 894
TAUX DE CONSOMMATION	97,4 %	97 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	L'écart de consommation des crédits alloués dans le cadre de l'exécution de ce programme se justifie par le fait que l'exécution du Projet d'Etablissement de la Stratégie pour la durabilité des sources de revenus et de la gestion des ressources naturelles(Projet FOSAS) en partenariat avec l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), a connu quelle que difficulté dans sa mise en œuvre.	
PERSPECTIVES 2015	Pour Poursuivre avec ce programme en 2015, il sera essentiellement question de : - l'organisation de la 5^{ième} édition des Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation au Cameroun ; - l'organisation de la 3^{ième} édition de la Rentrée Scientifique ; - la finalisation du plan directeur de la recherche scientifique au Cameroun ; - la mise en place d'une plate-forme interactive d'échanges scientifiques avec la diaspora camerounais ; - l'organisation des enquêtes statistiques nationales sur les indicateurs de la science, la technologie et l'innovation au Cameroun ; - l'élaboration de la stratégie nationale de l'innovation. etc.	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 AMÉLIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL									
OBJECTIF	Moderniser le cadre et les conditions de travail								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de poste de travail équipé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2013							
	Valeur de référence:								
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	nombre de personnel formé et/ou recyclé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2013							
	Valeur de référence:								
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 860 745 000	1 860 745 000	2 876 584 548	2 876 584 548	2 808 034 240	2 808 034 240	97,6 %	98 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Poursuite de la mise en œuvre du nouvel organigramme du MINRESI à la suite du décret N°2012/383 du 14 Septembre 2012 portant organisation du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ; Vision 2035 et DSCE ; Equipements insuffisants pour des conditions de travail pour une structure chargée de la valorisation et de la vulgarisation des résultats de la recherche.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Achats de 03 véhicules berlines de fonction ; - Informatisation du système d'archivage ; - Achat du matériel informatique, du matériel et du mobilier de bureau ; - Travaux de refonte du site web du MINRESI ; - Maitrise d'œuvre d'aménagement des espaces verts aux bâtiments annexes 1 et 2 du MINRESI ; - Aménagement des VRD et de la bretelle d'accès au bâtiment annexe N°2 du MINRESI et du mur arrière de la barrière du MINRESI.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La modernisation du cadre et des conditions de travail du personnel ; - Le nombre de personnels non formés et/ou recyclés s'explique par le fait que les formations sollicitées par le personnel sont de plus en plus pointues et couteuses.								
Perspectives 2015	- Acquisition du matériel roulant ; - Réhabilitation du CMM du MINRESI et de BIBLIOTHEQUE, de la salle de réunion du Bâtiment principal; - Il s'agira d'assurer l'appui nécessaire à la mise en œuvre effective des activités opérationnelles de la mise en œuvre de la veille technologique. A cet effet, il sera question de poursuivre : poursuivre l'acquisition du matériel, du mobilier de bureau.								

Action 02 AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT MANAGÉRIAL, JURIDIQUE ET LÉGISLATIF DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE								
OBJECTIF	Renforcer le cadre institutionnel du MINRESI							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents de politiques de la recherche élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	949 500 000	949 500 000	1 269 425 081	1 269 425 081	1 230 718 895	1 230 718 895	97 %	71,74 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, il s'agissait de renforcer le cadre institutionnel du MINRESI. La révision de la stratégie à périmètre ministérielle, l'élaboration du plan directeur de la recherche scientifique au Cameroun, l'élaboration des stratégies de valorisation et de vulgarisation des résultats de recherche, la mise en place d'une banque de données sur les résultats exploitables de la recherche et les innovations technologiques (Phase I : Secteur agropastoral et halieutique), l'élaboration d'un document guide du suivi et évaluation de la mise œuvre des conventions de coopération scientifique internationale et intersectorielle et de l'assistance technique, permettront au MINRESI de se doter d'outils d'amélioration du management de la recherche. C'est à dire : - La nécessité de mieux planifier et évaluer les activités de recherche : - Révision de la stratégie ministérielle : - Elaboration du plan directeur de la Recherche.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Elaboration de la stratégie ministérielle du MINRESI ; - Elaboration du plan directeur de la recherche au CAMEROUN ; - Création d'un parc de la science et de la technologie au Cameroun.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Ce résultat explique le fait que l'élaboration des documents de politique et de cadrage de la recherche est planifiée sur plusieurs années donc l'horizon de la cible de l'indicateur qui est fixé en 2016 ; - La gestion axée sur les résultats, pour une meilleure planification, un meilleur suivi et une meilleure évaluation des activités de recherche ; - L'intensification des activités de valorisation et de vulgarisation des résultats de recherche conformément aux prescriptions du Premier Ministre Chef du Gouvernement.							
Perspectives 2015	- Poursuivre les activités sur l'améliorer de la qualité et l'efficacité de la programmation et de la planification des activités de recherche ; - Poursuite de la révision de la stratégie ministérielle ; - élaboration du plan directeur de la Recherche.							

Action 04 RENFORCEMENT DE LA COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

OBJECTIF	Mobiliser les différents partenaires pour le développement de la recherche								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de conventions signées avec les partenaires nationaux et internationaux				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	164 000 000	164 000 000	163 970 112	163 970 112	159 868 954	159 868 954	97,5 %	97,7 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Cette action visait la mobilisation des différents partenaires scientifiques, techniques et financiers pour le développement de la recherche, l'élaboration d'un document guide du suivi et évaluation de la mise en œuvre des conventions de coopération scientifique intersectorielle de l'assistance technique, de la création d'une base de données sur la coopération scientifique au Cameroun et de la mobilisation des chercheurs indépendants en vue de la valorisation de toutes les compétences scientifiques nationales à travers : - la nécessité de mieux encadrer les activités de recherche menées en coopération avec les partenaires étrangers ; - la nécessité de mieux encadrer les chercheurs indépendants.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Création d'une base de données sur la coopération scientifique au Cameroun ; - Elaboration d'un document guide et évaluation de la mise en œuvre des conventions de coopération scientifique internationale et intersectorielle et de l'assistance technique ; - La gestion axée sur les résultats, pour une meilleure planification, un meilleur suivi et une meilleure évaluation des activités de recherche ; - L'intensification des activités de valorisation et de vulgarisation des résultats de recherche conformément aux prescriptions du Premier Ministre Chef du Gouvernement. - Mobilisation des chercheurs indépendants en vue de la valorisation de toutes les compétences scientifiques.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- L'insuffisance des moyens pour l'encadrement des chercheurs indépendants et isolés ; - La complexité de l'élaboration des conventions de partenariat avec des organismes étrangers ;								
Perspectives 2015	- Poursuivre les activités en vue de la mobilisation des différents partenaires pour le développement de la recherche.								

Action 06 PROMOTION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE

OBJECTIF	Susciter l'intérêt pour les sciences et les technologies								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'initiatives de promotion des sciences et des technologies				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	85 000 000	85 000 000	84 988 838	84 988 838	83 988 805	83 988 805	98,82 %	98,8 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Dans cette action, il était question de susciter l'intérêt d'un plus grand nombre pour les sciences et les technologies. Pour ce faire, le MINRESI comptait multiplier les initiatives de promotion des sciences et des technologies auprès des jeunes en particulier et de la société camerounaise en général tout en renforçant les activités de valorisations et de vulgarisations des résultats de la recherche.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Travaux d'élaboration des actes des JERSIC 2013 (Actes des JERSIC 2013 élaborés) ; - Organisation de la cérémonie de la rentrée scientifique au MINRESI. - Organiser la rentrée scientifique ; - Publier les actes des JERSIC.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- L'accroissement du nombre d'activités de valorisation et de vulgarisation visant à mettre à la disposition des populations les résultats de la recherche.								
Perspectives 2015	- Organisation de la 5^{ème} Edition des JERSIC 2015; - Organisation des rentrées scientifiques ; - Poursuivre des activités visant à susciter l'intérêt pour les sciences et les technologies.								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

En raison des défis nés des évolutions majeures enregistrées dans l'environnement stratégique et institutionnel du Cameroun, et en particulier l'impérieuse nécessité pour toutes les administrations de s'inscrire dans la mise en œuvre du DSCE, d'aligner les stratégies aux directives de la loi portant régime financier de l'Etat, de rechercher la performance par la gestion axée sur les résultats, et enfin d'intégrer la décentralisation et l'approche genre dans les stratégies, une place importante sera désormais accordée non seulement au renforcement des capacités des cadres et responsables des administrations partenaires, mais aussi à la révision horizon 2035. C'est dans ce cadre, que le MINRESI accentue sur l'innovation et évalue son engrange vis à vis du DSCE, d'un pourcentage de plus de 85%.

3.2. LEÇONS APPRISES

3.3. PERSPECTIVES 2015